



Delphine LERAT

Secrétaire départementale du SE-UNSA de la Meuse

2, ter rue Gilles de Trèves

55 000 Bar le Duc

à

Madame la députée / Monsieur le député

Madame la députée, Monsieur le député

Alors que le projet de loi pour une école de la confiance a connu de nombreuses modifications lors de ses passages en première lecture à l'Assemblée Nationale et au Sénat, nous souhaitons vous faire part des désaccords des personnels que nous représentons quant à certaines des dispositions qui y sont inscrites.

Tout d'abord, nous tenons à rappeler notre désaccord avec l'article 1 qui voudrait « imposer » la confiance et qui n'a réussi qu'à nourrir les inquiétudes des personnels quant à leur droit d'expression. Nous défendons le maintien du Cnesco et sommes opposés à la création d'un Conseil d'Evaluation de l'Ecole dont la principale mission sera de construire l'évaluation des établissements au service d'un pilotage par les « résultats ». Nous sommes aussi défavorables au développement d'EPLI internationaux, établissements publics fonctionnant comme des établissements privés pour répondre aux besoins des familles les plus aisées. Plus largement, nous jugeons que la question des inégalités sociales de réussite scolaire est peu prise en compte et ce n'est pas le retour de la suppression des allocations familiales en cas d'absentéisme qui contribuera à les réduire, pas plus que l'effet d'aubaine pour l'enseignement privé de l'instruction obligatoire dès trois ans.

Le Sénat a supprimé le projet d'établissement public des savoirs fondamentaux avec l'aval du ministre qui a pris acte de la mobilisation de la communauté éducative contre un projet tellement opaque qu'il a nourri toutes les craintes. Le SE-Unsa, qui a largement contribué à la mobilisation, se félicite de cette suppression. Elle doit être définitive.

Cependant, cette victoire des personnels, des parents et des élus ne doit pas faire oublier que plusieurs dispositions introduites au Sénat aggrave le projet de loi sur d'autres points, en s'attaquant en particulier à plusieurs règles statutaires qui régissent l'exercice du métier d'enseignant et de personnel d'éducation.

Le SE-Unsa vous demande de revenir sur plusieurs dispositions qui constituent de véritables lignes rouges à ne pas franchir :

- l'instauration d'un rapport d'autorité entre le directeur d'école et les professeurs des écoles adjoints et sa participation à leur évaluation ;
- le caractère obligatoire de la formation continue en priorité en dehors du service d'enseignement ;
- la possibilité de déroger aux obligations réglementaires de service dans le cadre des expérimentations ;
- la possibilité de déroger aux règles statutaires pour affecter des enseignants dans des zones peu attractives ;
- l'attribution au chef d'établissement d'un droit de regard sur le recrutement des personnels d'enseignement et d'éducation de son établissement.

Toutes ces dispositions remettent en cause les règles statutaires qui forment un cadre stable garantissant un traitement équitable de chacun et un exercice serein du métier.

Convaincus de votre attachement au service public d'éducation et de votre soutien à ceux qui le font vivre au quotidien, nous comptons sur vous pour faire part de nos attentes et les soutenir dans les prochaines étapes de votre travail parlementaire.

Nous nous tenons à votre disposition pour une rencontre.

Très cordialement,

Delphine LERAT

Secrétaire départementale du SE-UNSA de la Meuse

